Peine capitale

Quand un jury a la possibilité de faire pendre quelqu'un, il le fait rarement, et comme les jurys ne veulent pas de la peine de mort, il est possible, et je souligne bien le mot «possible», que certains individus coupables soient tout simplement acquittés. Avec le système des jugements par jury, il y a toujours un risque d'inégalité dans les décisions de condamner ou de ne pas condamner quelqu'un à mort. Des études ont montré que la peine de mort était plus souvent appliquée traditionnellement dans le cas d'individus appartenant à des minorités raciales ou aux couches pauvres de la société. D'autres députés l'ont bien souligné au cours de ce débat. Et c'est là encore un fait d'une cruelle ironie, puisque comme nous l'avons vu, ce sont justement ces gens-là qui souffrent le plus dans notre société.

La peine de mort a été et est toujours une façon de s'attaquer à un symptôme plutôt qu'à la racine des problèmes dans notre pays. À la racine d'un grand nombre de crimes, on trouve le désespoir, et c'est à cette cause que nous devrions nous attaquer. Au lieu de cela, nous concentrons aujourd'hui notre attention dans cette assemblée sur les effets de ces crimes désespérés.

Certes, il y a des actes criminels, comme nous l'avons vu, qui sont à la fois horribles et inexplicables; toutefois, il s'agit d'exceptions plutôt que de la règle. On ne peut absolument pas s'attendre à ce que notre système judiciaire puisse établir une distinction absolue et infaillible entre des monstres criminels et d'autres individus qui ne sont des loques pathétiques. Si un innocent doit mourir pour rien, comme cela risque certainement de se produire, chacun de nous ici en portera la responsabilité et nous aurons perdu une vie de plus à cause d'une justice aveugle.

Espérons que ni les députés, ni le public n'ont le moindre doute quant au résultat du rétablissement de la peine de mort. Le fait est que des gens mourront: des gens condamnés par erreur; des gens bourrelés de remords qui veulent expier leur faute; des gens qui, lorsqu'ils ont commis leur crime, ne savaient pas ce qu'ils faisaient. D'ailleurs, qui peut dire qu'un homme qui en tue un autre, dans un monde civilisé, n'est pas fou?

Il y aura aussi, certainement, des gens qui mourront alors qu'ils auraient pu apporter quelque chose à la société, nous aider, et même nous enseigner beaucoup de choses, après avoir passé suffisamment de temps en prison, pour se repentir et se réhabiliter. L'histoire est pleine de grands hommes et de grandes femmes qui ont passé une partie ou même la quasi-totalité de leur vie en prison et qui ont ensuite repris leur place dans la société.

Chez nous, nous avons l'exemple de Roger Caron, un homme que ses compagnons de détention avaient surnommé «mad dog». Il a réintégré la société où il s'est chargé d'éduquer et de mettre en garde les jeunes et de réclamer un traitement équitable pour les détenus. Je demande aux députés si notre pays a perdu tout sens moral, si nous avons renoncé à réhabiliter des criminels et si nous sommes assoiffés de vengeance et de spectacles macabres au point de vouloir rétablir la peine de mort. J'espère que non. Nous nous sommes toujours efforcés d'améliorer le sort de l'humanité. Notre pays est l'un des plus ardents défenseurs des droits de l'homme.

Nous n'avons certainement rien à gagner en nous joignant à des pays comme l'Afrique du Sud et le Chili qui ont institutionnalisés et préconisés la peine capitale comme moyen pratique de lutter contre les conflits sociaux.

Les problèmes de notre pays ont toujours été réglés grâce au savoir, au travail et à la compassion. Nous avons le devoir d'aider les victimes des crimes dans toute la mesure du possible, mais également de punir et de réhabiliter les criminels. Il se peut fort bien que nous ayons besoin d'une réforme judiciaire. Personnellement, je suis en faveur d'une réforme judiciaire plus énergique. J'accepte difficilement qu'un individu reconnu coupable de meurtre au premier degré soit libéré sur parole après quelques années.

Avant de recourir à la peine capitale, d'ôter la vie à quelqu'un, le Parlement devrait au moins essayer une autre méthode, en renforçant les sentences pour les rendre plus efficaces. Nous n'avons certainement pas besoin d'un système judiciaire basé sur la vengeance.

Certains députés diront que nous devons rétablir la peine de mort par mesure d'économie. C'est un argument qui a été invoqué. Les gens disent qu'il revient très cher de garder ces gens en prison. Non seulement cet argument ne tient pas debout, mais il est inquiétant. Une étude réalisée dans l'État de New York a démontré que l'exécution des criminels ne représentait aucune économie. La longue série d'appels qui accompagnent une sentence de mort reviennent plus cher que l'incarcération du criminel. Par dessus le marché, il est révoltant qu'on puisse songer à tuer des gens pour économiser des sommes relativement modestes ou même n'importe quelle somme d'argent.

Ceux qui invoquent cet argument songeraient peut-être à laisser les gens mourir de faim, car ce serait une autre bonne façon d'économiser. Le gouvernement ferait mieux de consacrer son temps précieux à mettre en place un régime fiscal plus équitable, si c'est l'argent qui compte avant tout.

Pour conclure, je voudrais exhorter les députés à bien réfléchir avant de prendre position sur cette grave question. L'immoralité de la peine de mort est facile à voir. J'exhorte les députés à écouter la voix de leur conscience, comme je l'ai fait. Si nous rétablissons la peine capitale, nous le ferons au nom de tous les Canadiens et toute exécution qui s'ensuivra devra avoir lieu au nom d'un peuple qui croit fermement dans le caractère sacré de la vie.

J'exhorte les députés à penser à la logique de ce raisonnement. Est-il censé de tuer pour prouver que tuer est mal? Je ne le pense pas.

Je vais me prononcer contre la motion et je le ferai la conscience tranquille et le coeur plein d'espoir.

Je voudrais conclure en citant une lettre que j'ai reçue de l'un de mes électeurs inquiets, un certain M. Carroll Kadey, de Ellerslie, Île-du-Prince-Édouard, qui a énoncé de façon réfléchie la vérité à ce sujet. Je cite:

Il est dramatique qu'un être humain ôte la vie à un autre.

Il est barbare que la société exécute un être humain.

J'ai déjà participé à deux élections fédérales, en 1980 et en 1984, monsieur le Président. Lorsqu'on m'a demandé ce que je pensais de la peine capitale, lorsqu'on m'a demandé si je voterais pour le rétablissement du châtiment suprême au Canada, j'ai dit les deux fois que cela m'était impossible.